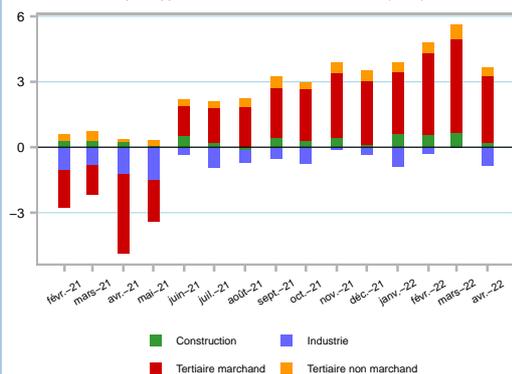


PRODUCTION

Activité économique

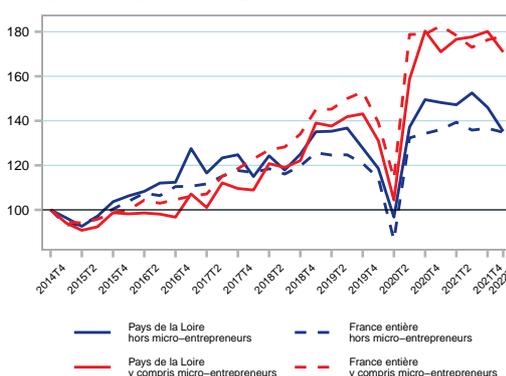
Contributions sectorielles à l'évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 (en %)



Source : DSN, traitement provisoire Insee.

Créations d'entreprises

Indice base 100 au 4ème trimestre 2014



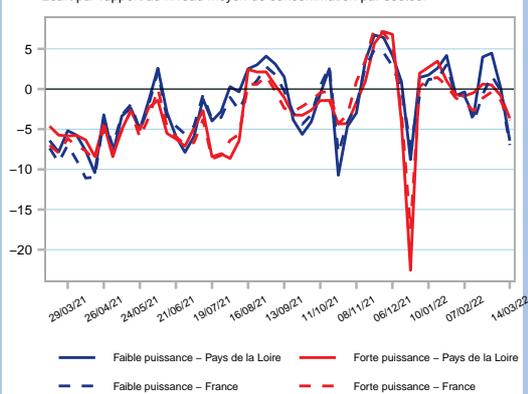
Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS). Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Après un 1er trimestre dynamique, le volume d'heures rémunérées (hors chômage partiel) ralentit en avril, affecté par les répercussions de la guerre en Ukraine. Il est supérieur de 3 % à son niveau de 2019, après +6 % en mars. En France, il est supérieur de 2 % à son niveau de 2019. Au 1er trimestre 2022, le PIB se replie légèrement (-0,2 %).

Au 1er trimestre 2022, les créations d'entreprises reculent de 5,1 % par rapport au trimestre précédent, après +1,4 % au 4e trimestre 2021. Les créations hors micro-entrepreneurs reculent de 7,4 %, après -4,3 % au trimestre précédent.

Consommation d'électricité des entreprises

Ecart par rapport au niveau moyen de consommation par secteur



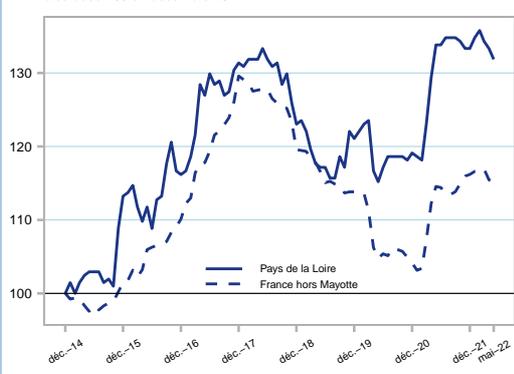
Source : données Enedis ; calculs Insee.

Début 2022, la consommation électrique des entreprises retrouve un niveau moyen proche de la normale. Sur les 4 semaines du 21 février au 20 mars, elle est inférieure de 1 % à son niveau moyen pour les compteurs forte puissance et supérieure de 1 % pour les compteurs faible puissance.

Depuis janvier 2022, les défaillances d'entreprises cumulées sur 12 mois sont en hausse. En avril, elles augmentent de 4%. Malgré l'abandon progressif des dispositifs de soutien (une partie des mesures étant reconduites dans le plan de sortie de crise), le nombre de défaillances se maintient à un niveau historiquement bas.

Logements commencés

Indice base 100 en décembre 2014



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. Source : SDES, Sit@del2.

Fin mai 2022, 26 900 logements sont commencés (mis en chantier) en cumul sur un an dans les Pays de la Loire. Le niveau cumulé est en baisse (-1,3 %) mais reste particulièrement élevé. En France, le niveau baisse de 0,2 %.

En avril 2022, les crédits accordés aux entreprises pour leur trésorerie sont stables. La tendance est relativement stable depuis août 2021 après une forte baisse entre mars et juillet. Les crédits de trésorerie restent supérieurs de 65 % à leur niveau d'avril 2019, en lien avec les prêts garantis par l'État.

Évolution des crédits accordés aux sociétés non financières et entrepreneurs individuels dans les Pays de la Loire

Indice base 100 en janvier 2015

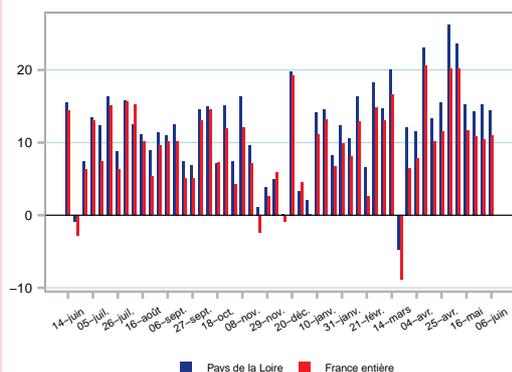


Note : données brutes. Source : Banque de France.

CONSOMMATION – ÉPARGNE

Transactions bancaires

Évolution des montants de transactions par rapport à la semaine équivalente de 2019 (en %)



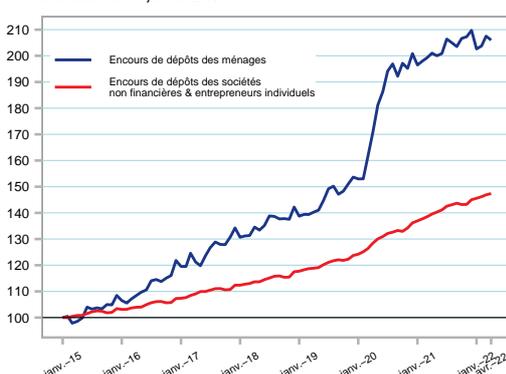
Source : cartes bancaires CB ; calculs Insee.

Début 2022, les transactions bancaires restent supérieures à leur niveau de 2019, en partie en raison du recours accru à ce moyen de paiement. En moyenne sur les 4 semaines du 16 mai au 12 juin, elles sont supérieures de 15 % à leur niveau de 2019, contre +11 % au niveau régional, en lien avec l'accélération des prix.

En avril 2022, les encours de dépôts des ménages sont en légère baisse (-0,7 %). La tendance haussière des derniers mois est loin d'égaliser les très fortes hausses de la période de mars à août 2020. Les encours de dépôts des entreprises augmentent de 0,3 %.

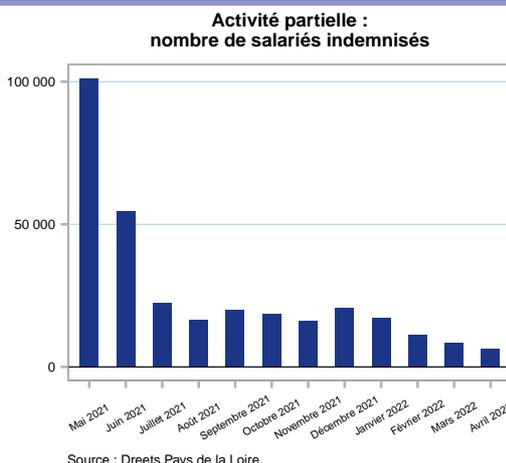
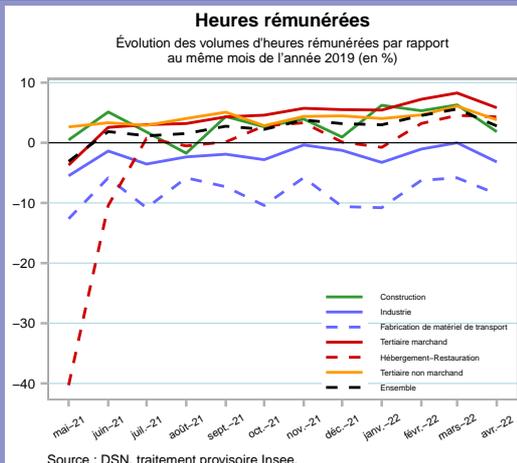
Évolution des encours de dépôts

Indice base 100 en janvier 2015



Note : données brutes. Source : Banque de France.

EMPLOI – CHÔMAGE

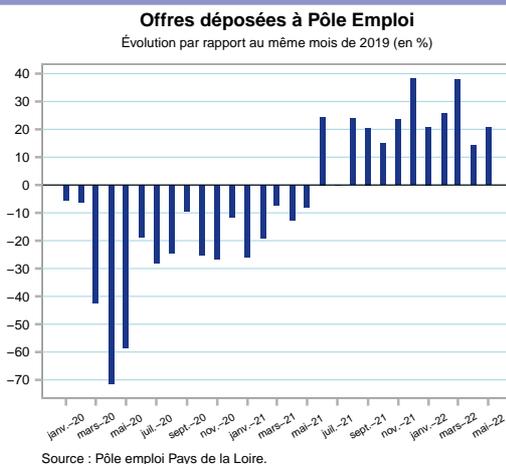
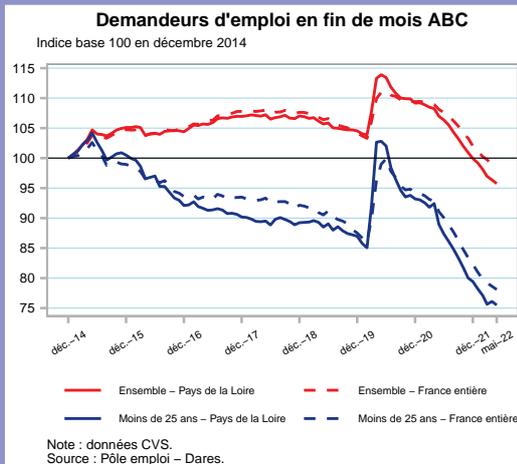


En avril 2022, le volume d'heures rémunérées est en baisse par rapport à la normale (même mois en 2019) dans l'industrie (-3 %). Malgré un ralentissement, il reste supérieur à son niveau d'avant crise dans les secteurs tertiaires marchand (+6 %) et non marchand (+4 %), ainsi que dans la construction (+2 %). L'hébergement-restauration, très impacté pendant la crise, dépasse de 4 % son niveau de 2019. La fabrication de matériel de transport est en deçà de 9 %, en lien avec des difficultés croissantes d'approvisionnement.

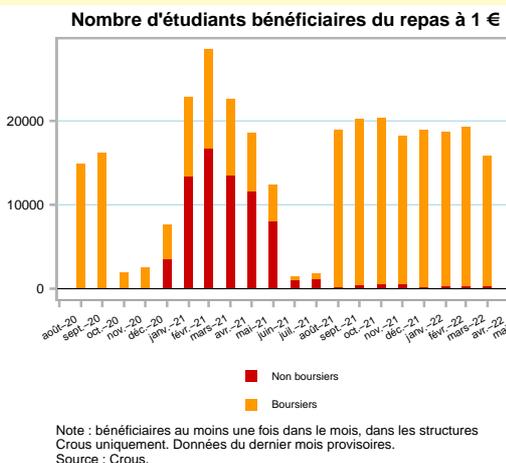
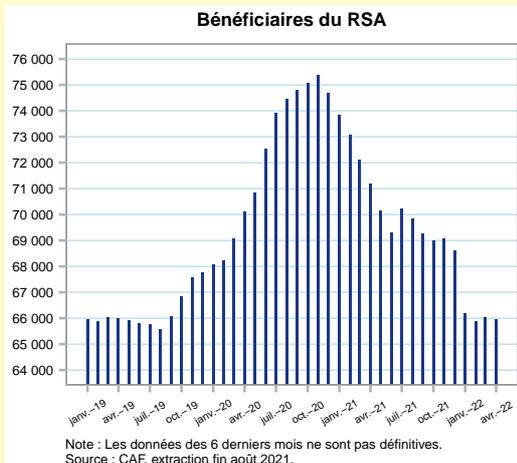
En avril 2022, 6 400 salariés seraient indemnisés au moins un jour au titre de l'activité partielle (chiffre provisoire), après 8 400 en mars et 11 400 en février.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans les catégories A,B ou C poursuit sa baisse en mai 2022 (-0,6 %, contre -0,4 % au niveau national). Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans baisse un peu plus fortement (-0,8 %, contre -0,7 % en France).

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont supérieures à leur niveau d'avant crise (même mois de 2019) depuis août 2021. En mai 2022, elles sont supérieures de 21 % à leur niveau de 2019.

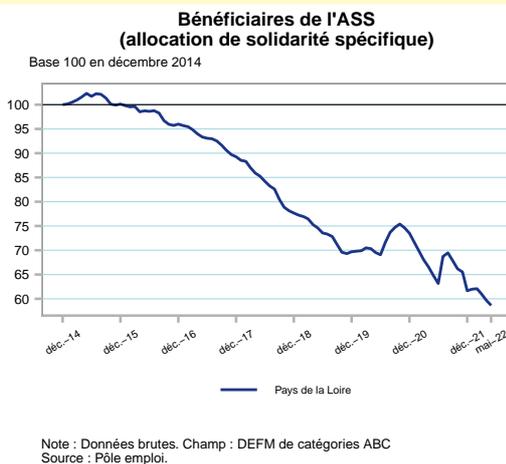
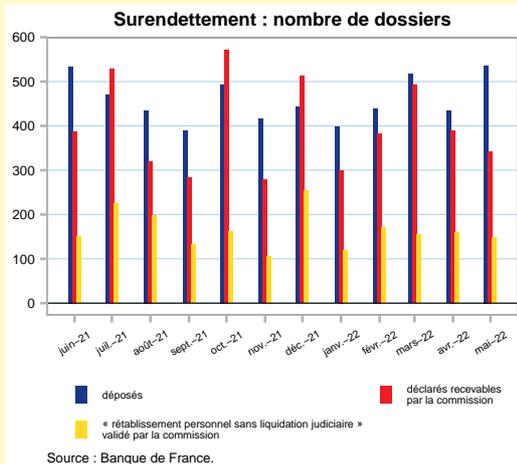


IMPACTS SOCIAUX



En mars 2022, 66 000 personnes bénéficiaires du RSA. Le nombre de bénéficiaires est en légère baisse de 0,1 %. La tendance à la baisse depuis décembre 2020. Le nombre de bénéficiaires est quasi stable par rapport à son niveau d'avril 2019.

Depuis septembre 2021, seuls les étudiants boursiers et les étudiants non boursiers en situation de précarité peuvent bénéficier des repas à 1€. En avril 2022, le nombre d'étudiants bénéficiaires des repas à 1€ est en baisse de 18 % par rapport au mois précédent.



En mai 2022, le nombre de dossiers de surendettement est en hausse (+24 %) après une baisse de 16 % au mois précédent. Le nombre de dossiers jugés recevables est de nouveau en baisse (-12 %, après -21 % au mois précédent).

En mai 2022, 12 500 demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité, minimum social destiné aux chômeurs en fin de droits sous conditions de ressources du foyer. Le nombre de bénéficiaires est en baisse (-1,8 %), après -2,2 % au mois précédent.